

DIASPAD

No 10

CULTURE CELTIQUE

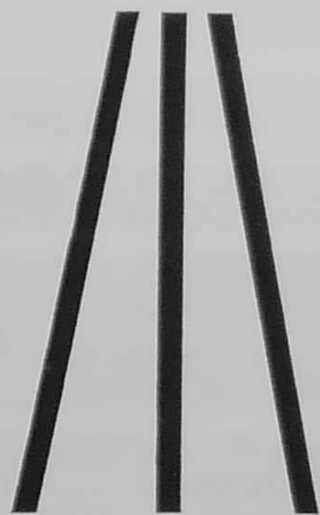
25 F

ISSN 0758-0517

Yann-Ber TILLENON

Quel enracinement ?

Quelle économie européenne ?



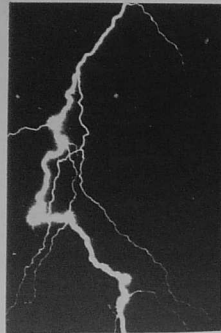
Guillaume FAYE

Il faut être pro-soviétique
quand on est
anti-occidental

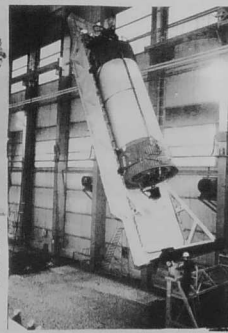
KELC'H MAKSEN WLEDIG

On entend souvent parler d'«enracinement» : idée imagée et facile à comprendre. C'est du moins ce que l'on croit. Chacun est attaché à un lieu, à un «coin», à un cercle humain, à un ensemble d'habitudes. Nous envisageons tout cela comme la «culture» qui serait la nôtre et le terrain où nous prendrions «racine». Selon cette vision des choses, s'enraciner signifierait entrer en harmonie avec la culture régnante dans le lieu où l'on vit. Le déracinement est alors logiquement compris comme un détachement de cette culture et de ce terrain. L'émigré pourrait alors être qualifié de déraciné, puisque transplanté dans un milieu étranger, qui ne s'accorderait plus à ses dispositions mentales.

Cette conception de l'enracinement a toujours été défendue par ceux qui parlent d'«aller au peuple». «Aller au peuple» signifiait faire l'effort d'adopter le genre de vie, le mode de parler et de penser des «gens des campagnes», des «gens du petit peuple». Voici un siècle, en Russie, le mouvement des *Narodniki* pratiqua cette version de l'enracinement comme immersion dans la «culture des gens des campagnes». Ces jeunes révolutionnaires sillonnaient les routes, déguisés en paysans. Ils «allaient au peuple», comme au sacerdoce. On retrouva cette attitude chez certains groupes de militants bretons qui s'exprimaient dans la revue *Brud*. Mais les *Narodniki*, comme les Bretons précités, échouèrent. Ils n'avaient pas compris que l'on ne peut pas «s'enraciner dans une culture» comme on plonge dans une piscine.



Établir une rupture qualitative entre les grandes crises du passé et les projets futuristes actuels, en infirmant ces derniers, c'est déraciner les Européens. C'est, le Temple d'Apollon à Delphes. À droite, montage du réacteur de la fusée Ariane. Dans les deux cas la même mentalité est à l'œuvre : celle de la volonté de puissance et de la production d'une force.



La Civilisation au sens actif

Dans les cultures, en effet, on ne trouve pas de structure fixe et stable. Surtout en Europe, leur nature est changeante et métamorphique. Les paysans, par exemple, n'ont pas hésité à échanger leur «culture» contre celle des villes, sans que l'on pût pour autant parler de «déracinement». Une culture n'est en aucun cas comparable à un *stock* fixe que l'on générerait rationnellement. Tout au contraire, les éléments qui la «produisent» sont une résultante inopinée des innombrables «entreprises», des multiples actions opérées par les individus et les groupes de la société civile, spontanément ou sous contrainte. Une illustration de ce mécanisme nous est offerte par le renversement culturel survenu lors de l'industrialisation et de la décision d'instaurer une scolarité obligatoire et générale.

En ce sens l'enracinement ne doit pas se comprendre comme un état *passif*, une situation subie, celle par exemple de ceux qui entendent «se nourrir» de la culture d'une région, mais comme une démarche *active* qui se fonde sur des *entreprises* à caractère volontaire et qui, seules, façonnent les habitudes culturelles (1).

Dès lors, considérer le déracinement comme, par exemple, une conséquence d'une émigration, revient à prendre le problème du mauvais côté. Lorsque les élites européennes émigrent sur d'autres continents, il est erroné de prétendre qu'elles se déracinent. En réalité, elles étaient déjà déracinées au sein de leur propre peuple et l'on peut, de ce fait, parler de *cultures du déracinement* à propos de l'Europe occidentale moderne. Aussi apparaît-il absurde, s'agissant de la civilisation actuelle, de parler d'«enracinement dans le peuple». On ne saurait être enraciné dans le déracinement.

Ne nous laissons donc pas méprendre par la connotation biologique du verbe pronominal «s'enraciner». L'enracinement n'implique pas que l'homme soit comparable à une plante, tout juste bonne à pomper les biens et aménités spirituels, historiques et culturels, qui l'entoureraient et constitueraient son terrain. Tout au contraire, à partir du moment où une culture — notre culture — nous offre de recevoir des biens spirituels, il faut se demander d'où ils viennent, *par qui* ils ont été créés. La thèse des populistes revient à dire qu'ils naissent d'eux-mêmes, *genero sui*, au milieu du «peuple», comme par miracle et génération spontanée. Les *Narodniki* cités plus haut envisageaient, dans cette perspective, que l'action révolutionnaire devait naître des propriétés *passives* du peuple, de son inconscient spontané. Et nous savons comment les discrédita Lénine dans son célèbre *Que faire ?*. De notre point de vue, les biens spirituels présents dans la culture ne trouvent pas leur source dans la culture elle-même, au sens de contenant et de réceptif. Ils ne s'y trouvent que sous la forme et la fonction de «consommation». Mais leur lieu de production, c'est ce que nous pourrions appeler la *civilisation au sens actif*.

Être ouvrier sur le chantier d'une civilisation

Deux sens au mot «civilisation» : au sens faible, elle désigne ce qui a été accompli, et c'est sous cette acception que l'on désigne l'héritage passé de l'Europe. Mais au sens fort, la civilisation désigne son propre mouvement, c'est-à-dire notre activité présente, l'acte même d'accomplir au présent. Mais nous savons que certains actes de l'héritage culturel du passé restent toujours présents, vivants et inspirateurs, innervant les actions d'aujourd'hui. Dans le passé, ce sont alors ces actes seulement qui méritent l'appellation de civilisation au sens fort. La force et le pouvoir créateur d'un acte de civilisation contemporain sont ainsi toujours reliés à l'abondance et à la valeur de ce *capital*, de ce substrat d'actions passées, toujours agissantes dans les actions actuelles. Ce substrat et ce capital constituent les vraies «racines», plus que le passé muséographique. Dès lors, un peuple «enraciné» est un peuple dont les réalisations contemporaines laissent toujours entrevoir la présence d'une suite ininterrompue de mouvements créateurs, de phases créatrices «passées» maintenues vivantes.

Le déracinement, c'est la rupture qui rend les actions d'aujourd'hui étrangères à la ligne des actions passées. L'homme déraciné est celui qui n'est ouvrier sur le chantier d'aucune civilisation. Une population entière, même si elle est objectivement l'héritière d'une culture abondante et si elle dispose d'un folklore brillant et de musées innombrables, peut être une population déracinée. Le seul lieu de l'enracinement, d'un point de vue européen, c'est la civilisation au sens fort et actif, au sens du mouvement constructeur. Il n'y en a pas d'autre.

Considérons l'Europe d'aujourd'hui. Où se trouve la civilisation au sens fort ? Ce qui apparaît d'évidence, c'est l'hégémonie de civilisations «nationales» au sens faible et passif. Ces civilisations ne sont que le miroir de l'«Occident». Or cette «civilisation» des nations européennes occidentalisées doit être entendue au sens faible, puisque ledit «Occident» ne procède pas — ou plus — de l'Europe. Sa filiation vivante n'est pas en nous, nous ne sommes pas les bâtisseurs de son chantier. Les productions, notamment culturelles, que nous consommons actuellement sur le Continent sont des biens importés d'Amérique ou inspirés par elle, selon une logique d'«adaptation nationale» qui contribue un peu plus à diviser l'Europe.



Quelque part en Europe, un immense chantier. Un chantier pionnier de mise en valeur de terres vierges... S'enraciner, c'est bâtir plus qu'habiter. Depuis toujours, dans la culture européenne, on ne s'enracine pas là où est le «terroir», mais là où sont les conquérants.

Contre l'abominable souris et le vilain petit canard

Aujourd'hui, d'ailleurs, on peut se demander si les réalisations culturelles nationales répondent en Europe aux besoins des populations et si l'incapacité de dépasser ce stade des cultures nationales n'explique pas l'invasion culturelle de l'Europe et son déracinement. On observe en Europe un manque de créateurs capables de produire au niveau d'une sensibilité «continentale». Aussi sommes-nous contraints de procéder à des importations culturelles étrangères qu'il faut bien «payer». Ce prix, cette contrepartie, n'est-ce pas l'exportation des élites européennes ? Quand on ne peut pas créer ou exporter sa culture, on s'exporte soi-même. Ne nous étonnons pas qu'aujourd'hui, ce qui subsiste des cultures traditionnelles en Europe ne soit compris que comme du chiendent dans le jardin de la civilisation occidental-américaine. Qui s'oppose aux Marx Brothers ou à Disneyland ? On s'étonne de ces «invasions» américaines ; mais elles réalisent leur fonction. Elles ne sont pas à elles-mêmes leur propres causes, et ce n'est pas à elles qu'il faut s'en prendre, mais au déracinement des Européens. Pour des gens déracinés, mieux vaut encore bénéficier d'une civilisation au sens faible, que de pas de civilisation du tout. Consommateurs de culture et non plus acteurs, les peuples déracinés se tourment, faute de mieux, vers les sous-productions culturelles de l'Occident et vers la culture muséographique de leur propre passé.

C'est pourquoi il ne faut pas opposer à la culture de Walt Disney et de *Superman* la culture «traditionnelle» européenne, les éternelles légendes du Roi Arthur, mais des *créations nouvelles*, authentiquement européennes. Contre l'abominable sours et le vilain petit canard : Tintin.

Cependant, il existe en Europe la possibilité de (re)constituer une civilisation au sens fort. En cette fin de siècle, le problème posé est de savoir s'il peut naître une néo-civilisation européenne à caractère *impérial* et non pas national, dans la mesure où nous entrons, comme le virent Régis Debray et Joris von Lohausen (2) dans l'ère des *continents et des empires*. Une telle civilisation, si elle doit incorporer des éléments de l'héritage (et au premier titre le mythe impérial, précisément, qui traverse l'histoire de l'Europe), ne pourra voir le jour qu'en tant que *mouvement* et, dans un premier temps, de mouvement embryonnaire. Une civilisation au sens actif, dans ses débuts, comme le démontre l'exemple du christianisme, est un mouvement, non pas entendu au sens abstrait, mais dans l'acception concrète d'*'entreprise'* et d'*'engagement'*. Une civilisation comme mouvement repose sur un corps, une communauté de producteurs animés par la volonté de créer et d'organiser une société d'un genre nouveau.

Le mouvement est le lieu de l'enracinement

Une culture vivante, en effet, ne repose pas sur le spontanéisme mais sur une volonté de *créer une nouvelle société*. Que cette dernière suppose des utopies, des errements, des «effets hétérotétiques» comme le virent Pareto et Jules Monnerot, n'entre pas ici en ligne de compte. L'essentiel ne réside pas dans la rationalité des fins mais dans celle de l'action, car seule est porteuse et historiquement fondatrice de civilisation la logique du *projet*, de la projection volontariste d'une nouvelle forme de vie sociale. Il n'y a pas de culture active et créatrice en dehors d'un lien avec le *politique*, au sens nietzschéen. Toutes les hautes cultures furent animées par des visées révolutionnaires et eurent à l'origine des «mouvements».

En ce sens aujourd'hui, seuls le «mouvement européen» naissant, avec toutes ses faiblesses, ses divisions, ses errements stratégiques, mérite le nom de «civilisation» au sens fort ; et seul aussi il constitue un lieu d'enracinement réel.

C'est dire que l'homme véritablement enraciné s'enracine *d'abord* dans le «futur», autrement dit dans le projet actif qu'il nourrit pour le peuple auquel il appartient. On ne s'enracine que dans le mouvement. Il est temps à cet égard, de porter le soupçon sur les velléités de ne s'enraciner que dans le «peuple», au niveau régional par exemple. On court le risque de ne fonder les racines que dans le sable mort du folklore ou de la simple vie quotidienne. Or, on le sait, les enracinements dans les «cultures populaires» n'ont pas résisté au cosmopolitisme de la «modernité» occidentale. On peut même dire que ce type d'enracinement a préparé nos grands-pères au déracinement d'aujourd'hui. N'oublions pas que nos anciennes cultures paysannes et régionales se sont volontairement effacées.

L'enracinement folkloriste, certes, dans son impuissance à créer, d'un bon sentiment — encore que ces folklores, comme ci-contre un danseur bretonnant, aient été inventés au XIX^e siècle. Mais on peut se demander si ce passivisme est à même de porter la riposte à la sous-culture des Mickeys (à droite) d'Outre-Atlantique. Décennie ne pourra jamais supplanter Minnie...



les nouveaux druides



Etre fidèles à nos vraies traditions européennes, c'est suivre la voie tracée par les explorateurs, les conquérants et les aventuriers. Demain nous nous «enracinerons» dans le système solaire et la Terre deviendra vaisseau spatial et cosmodrome à la fois.

Si l'on veut raisonner en terme dumézilien des «trois fonctions», on peut risquer une comparaison : l'attachement au «pays», aux traditions populaires quotidiennes, etc., relèverait d'un enracinement de «troisième fonction». L'attachement aux héritages nationaux s'apparenterait à un enracinement de «deuxième fonction». Mais ni l'un ni l'autre ne suffisent, à l'ère des empires et des continents, à fonder une civilisation au sens actif.

Cette dernière doit reposer sur un enracinement de «première fonction» qui ne peut s'entendre qu'au niveau *impérial paneuropéen*. En ce sens, la place des vrais novateurs, des fondateurs de civilisation, de ceux qui entendent redonner une identité aux Européens, n'est pas d'aller «dans le peuple» y trouver on ne sait quelle source et quelles «racines», mais de donner à ce peuple *d'autres racines*.

Un artiste avait voulu, voici quelques années, symboliser la notion d'*'enracinement'* par une gravure de facture traditionnelle représentant un arbre mort. Le lapsus est parlant : il avait voulu évoquer quelque chose de «vieux», de «vénéral», et n'avait rien trouvé de mieux qu'un vieux chêne mort éclaté par la foudre au bord d'un chemin creux. Il aurait mieux fallu représenter une jeune pousse ou une svelte fusée à damiers rouges et blanc sur un astroport...

«Aller au peuple» ne doit pas signifier aller y «recueillir» un imaginaire qui a fait la preuve de ses défaïtes et de sa stérilité, mais aller lui donner un nouvel imaginaire, de nouveaux mythes fondateurs (qui peuvent, d'ailleurs, être puisés dans le plus lointain passé), seuls capables de réactiver ce qui, depuis toujours, constitue la spécificité de la tradition européenne : la métamorphose, le mouvement.

Yann-Ber TILLENON

(1) Thèse défendue par l'anthropologue Arnold Gehlen, pour qui une culture et ses institutions sont le fait d'*'inventions'* et d'*'actions'*. Il définit l'homme comme un être à la fois de «dressage» et d'*'actions'*.

(2) Régis Debray, *Les empires contre l'Europe*, Fayard, 1985 ; Joris von Lohausen, *Les empires et la puissance*, Le Labyrinthe, 1985.

YANN-BER TILLENON AU CERCLE MAKSEN WLEDIG : LE TOTALITARISME

Lors de sa dernière conférence aux membres du Cercle culturel Maksén Wledig, 15 rue de la Gaité - 75014 Paris, Yann-Ber Tillenon, Président de l'association, s'est prononcé clairement contre toutes les formes de totalitarisme et pour une tolérance très large à l'égard de toutes les idées visant une renaissance des communautés bretonnes et européennes indissociables. Elles sont détruites actuellement par la civilisation marchande de la société occidentale-américaine, disait-il. Notre Cercle culturel est donc de la même veine et solidaire des mouvements de libération de classes ou de peuples opprimés.

Il ajoutait : les mentalités totalitaires sont caractérisées par la volonté de prendre des raccourcis idéologiques simplistes. Ils doivent diminuer les références, les valeurs culturelles, les entreprises collectives, les configurations sociales à un seul bloc fermé. Ce qui devient une totalité absolument bouchée et à sens unique. Cette mentalité du « principe unique » est obscurcie. Elle est le fruit de l'exigence d'une société tyrannique basée sur une déontologie et une idéologie unidimensionnelle. Son soubassement est constitué d'absolus, d'a-prioris, cimentés par l'égalitarisme niveleur et dictatorial.

Depuis plus de 1 000 ans, une idéologie moyen-orientale, née dans le désert, univers unidimensionnel, tente d'asservir les communautés relativement homogènes de notre Europe pluridimensionnelle. Cette religion arbitraire voudrait que nous acceptions un principe unique, en nous inclinant de-

vant une valeur unique, représentée par un seul dieu dominant et universel. Elle s'exerce à nous imposer une société totalitaire sous des noms différents. Depuis sa laïcisation, cette idéologie a entraîné les totalitarismes modernes, de l'hilérisme au stalinisme. Ces messianismes du XX^{ème} siècle, basés sur le mythe du « sauveur », exigent une définition de l'homme, une vérité révélée. Le totalitarisme est donc issu du monothéisme qui veut que le cosmos n'ait qu'un seul créateur, l'histoire qu'un seul sens et qu'une seule fin possible. Le réel, le monde, la nature, se trouvent dévalués. Ils sont créés par le dieu unique mais restent provisoires et appelés, à la fin des temps, à se fondre dans l'Un, le principe de l'unique et indivisible. Cette vue du monde est à l'origine de la décadence de nos pays celtiques confrontés à des projets de sociétés unifiées, à des finalités historiques à valeur dominante marquée d'égalité : le capitalisme de la société occidentale matérialiste est un totalitarisme issu de l'égalitarisme bourgeois. Il exige une homogénéisation du social suivant des commandements équitables.

« Le capitalisme d'Etat est un totalitarisme dur, despotique. Le libéralisme, la social-démocratie, sont des totalitarismes « doux », endémiques. Ces derniers, comme leurs défenseurs, se manifestent souvent sournoisement. Ils sont beaucoup moins flagrants que le premier. Ils en sont d'autant plus dangereux. Ces totalitarismes pernicieux entretiennent des déséquilibres économiques, le paternalisme social, le bureaucra-

tisme sans visage. Les individus et l'ensemble de la société acceptent alors d'être gouvernés par l'extérieur, un nouvel « au-delà » tout puissant et invisible. Il est extrêmement fort en étant légalisé et enjolivé par des prédications libertaires d'amour, d'hyper-démocratie démagogique, très souvent fondées sur des idées abstraites : Liberté, Egalité, etc. Ce nouvel au-delà et ses légitimations frappent le social pour enmurer la vie dans un nouveau cloître où l'économie, la culture, l'enseignement, la politique, doivent refaçonner un homme neuf, unidimensionnel et interchangeable. C'est pourquoi nous devons dénoncer le totalitarisme latent des sociétés prétendues libres, qui s'affirment tolérantes, et tous les prêtres et mystagogues qui ont suent au nom de leur vérité unique, mentent, calomnient, diffament pour établir leur dictature insidieuse », déclarait Yann-Ber Tillenon.

Le tout jeune Cercle Maksén Wledig a donc fait preuve, une fois de plus, de sa vocation culturelle et non politicienne. En se prononçant contre toutes les formes de totalitarisme (dur ou doux) et l'allié objectif de tous les insoumis qui sont réfractaires à ses manœuvres fallacieuses, cette association reste largement ouverte à tous les artistes, historiens, linguistes, essayistes. Sa revue trimestrielle « Diaspad » mérite bien son sous-titre : « culture celtiques ». Nous espérons que ses articles socio-historiques, linguistiques, sémantiques, religieux se situent toujours au même niveau que les conférences de l'association qui la publie !

FAUT-IL ETRE PRO-SOVIETIQUE QUAND ON EST ANTLOCCIDENTAL ?

par Guillaume Faye



Le modèle soviétique ne saurait constituer un recours

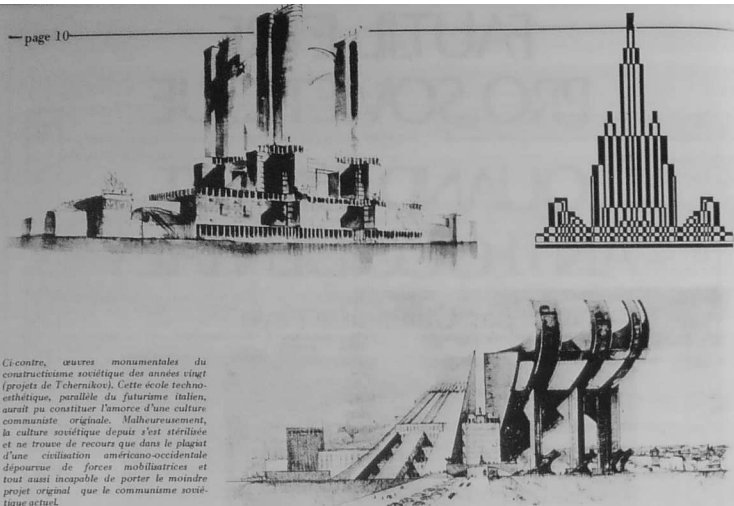
pour les Européens soucieux de s'éloigner de l'Occident américain.

Car ce modèle, sa société, son idéologie se situent dans une proximité et

un parallélisme douteux par rapport à cet occidentalisme et cet américanisme qu'il prétendent combattre.

Voir dans l'Union soviétique le grand recours contre les cosmopolites et corrupteurs Etats-Unis : grande tentation pour une droite soucieuse d'identité européenne. Dans un pamphlet peu cité (1), Jean Cau en appelait à ce recours à la Russie soviétique.

Comme les « barbares » celtes et germains prenant le relais de la civilisation romaine décadente et corrompue, l'Union soviétique risque d'apparaître à certains comme une « réserve » de civilisation européenne que nous pourrions opposer à l'Occident marchand, multiracial, américanisé. D'autant plus qu'à l'heure où le stalinisme et le communisme soviétique sont diabolisés par leurs anciens apôtres reconvertis dans la gauche bien pensante, judéo-chrétienne et avide de droits de l'homme, ne peut-on pas être tenté par le « national-bolchevisme » ?



Ci contre, œuvres monumentales du constructivisme soviétique des années vingt (projets de Tchernikov). Cette école technico-esthétique, parallèle du futurisme italien, aurait pu constituer l'ancêtre d'une culture communiste originale. Malheureusement, la culture soviétique depuis s'est stérilisée et ne trouve de recours que dans le plagiat d'une civilisation américano-occidentale dépourvue de forces mobilisatrices et tout aussi incapable de porter le moindre projet original que le communisme soviétique actuel.

Le «communisme» classique, depuis la fin des gauchismes, le déclin du PC, la folie d'Althusser, l'effondrement des modèles marxistes du Tiers monde et le XXVIIème Congrès, saurait-il encore constituer un obstacle à un ralliement à l'Union soviétique ?

L'essentiel, pour une droite soucieuse d'identité européenne, n'est-il pas d'opposer au cosmopolitisme de l'Occident américanisé une Russie panslaviste et «enracinée», luttant au demeurant à la fois contre l'Islam et la société marchande ? Une Europe au bord du gouffre ne trouverait-elle pas, comme l'évoquait déjà Ernst von Salomon dans *Les Cadets*, en Russie soviétique comme une sorte de «recours aux barbares» ?

La réponse doit être négative. Les Européens soucieux de reconquérir leur identité et d'opposer leurs cultures au grand vide de la «transculturalité» américaine et occidentale, ne sauraient trouver dans l'Union soviétique un modèle ou un recours. Et pas seulement parce qu'on ne peut jamais, sans danger, aller chercher hors de soi-même protection et salut, mais aussi parce que l'Union soviétique et son projet communiste — qui reste qu'on le veuille ou non à l'ordre du jour — constituent des desseins de civilisation forts différents par les méthodes mais voisins par les fins recherchées de ceux de l'Occident américain. L'Union soviétique n'est sans doute pas ce rempart décrit et souhaité par certains contre l'aliénation américano-occidentale.

C'est l'américanisme qui est révolutionnaire en URSS.

D'après les nombreuses informations qui nous proviennent sur l'état culturel de la société soviétique et des principaux pays socialistes, il semblerait que trois types de mentalité coexistent. Une minorité, regroupée autour du PC, se voue au culte de la «culture socialiste», mélange de patriotisme exalté, d'humanisme internationaliste marxiste et de mobilisation civique tenant à la fois de l'esprit scout et du style militaire. Une autre minorité, sans doute d'ailleurs plus importante, fascinée par les bribes de «culture occidentale» qui lui parviennent, dévore comme une éponge avide d'eau tout ce qui provient d'Amérique. Dans tous les pays socialistes, les jeans et les cassettes de rock sont une monnaie d'échange convertible plus cotée que le rouble ou même que les devises européennes. Quant à la majorité de la population, elle s'assoupit dans l'indifférence, un peu comme les Français pendant l'Occupation. Dans l'ennui, elle «fait avec» le système, sans y croire. Elle se «dépatouille».

Autant dire que cette masse majoritaire, que cette majorité silencieuse s'annonce comme culturellement colonisable par un éventuel déferlement de l'occidentalisme. La culture officielle, qui se donnait jadis comme l'arme de refoulement et de destruction de la «culture bourgeoise et impérialiste» venue de l'Ouest, se tient aujourd'hui sur la défensive face à cette culture qui, de traquée, s'est faite conquérante auprès des populations de l'est. La culture et l'idéologie sociales ont connu l'échec historique de ne pas parvenir à mobiliser la population autour d'une sensibilité, d'un style, d'un mode de vie alternatifs. On peut le déplorer mais c'est un fait : c'est l'américanisme qui constitue aujourd'hui, notamment dans les jeunes générations, l'apparence d'une culture révolutionnaire, alternative, anticonformiste.

Pire : les autorités soviétiques, contraintes de composer avec l'ennemi, sont obligées de reprendre à leur compte la culture occidental-américaine pour ne pas apparaître dépassées et trop coupées de la dynamique de l'esprit public. En Union soviétique, le Parti finance ses propres groupes rock pour lutter contre les groupes sauvages et idéologiquement incontrôlables ; en RDA et en Tchécoslovaquie, on ferme les yeux devant le fait massif que la population écoute avidement les programmes télévisés autrichiens ou ouest-allemands, même lorsqu'elle ne comprend pas l'allemand. Les autorités commettent d'ailleurs là une erreur fatale et tout à fait classique d'un point de vue métapolitique : elles dissocient la culture de l'idéologie, choisissent de composer avec la culture «bourgeoise» de l'Occident pour préserver l'idéologie communiste. Comme si un vecteur occidentalisé pouvait véhiculer des valeurs de type national-communiste. Le groupe rock moscovite *Oural* a beau exalter les valeurs de la grande patrie des travailleurs, il le fait dans le style de Bob Dylan et de Michael Jackson et prépare donc les esprits à un futur déferlement de l'esthétique et donc des réflexes culturels occidentaux.

Connivence idéologique avec la culture-rock

A l'occasion du Live Aid Concert, gigantesque manifestation rock organisée les 1 et 14 juillet 1985 par Bob Geldof pour «venir en aide à l'Ethiopie» («USA for Africa»), qui fut retransmise télévisuellement dans le monde entier et qui constitua à tous égards un symbole parfait de l'expression de l'idéologie occidentale (mystique des droits de l'homme, imposition culturelle anglo-saxonne, cosmopolitisme multiracialiste, présence constante du modèle américain et capitaliste), le groupe rock moscovite *Autograf* joua *Live* dans un studio, devant deux cents étudiants sélectionnés par les autorités. Commentant cet événement, Paul Yonnet pouvait écrire dans *Le Débat* : «Le rock a ébréché le système des divisions politiques du monde». Plus exactement, les autorités soviétiques ont idéologiquement capitulé à l'occasion de ce concert. On objectera qu'elles n'ont pas autorisé le groupe *Autograf* à jouer devant un large public, ni radiodiffusé le concert de Wembley. Oui, mais ce qu'elles ont fait est peut-être plus grave, puisqu'elles ont prévu de faire jouer le groupe devant l'élite de la jeunesse. Cet aveu d'impuissance, ce recours au modèle américain comme «récompense» culturelle pour la fine fleur de la jeunesse soviétique trahit, de la part des autorités, le discours implicite suivant : «nous sommes en retard par rapport au modèle occidental, nous ne pouvons pas encore le diffuser d'un coup, alors nous y préparons notre jeunesse, notre élite, progressivement».

Cette attitude est exactement celle de la droite politique occidentale, qui partageait au fond les idées socialistes, mais qui choisissait de les adopter lentement, par la voie réformiste, en dosant leur contenu afin de ne pas effaroucher.

C'est bien ce qui se passe aujourd'hui en Union soviétique, mais «à rebours» en quelque sorte. Ce ne sont plus les valeurs capitalistes qui cèdent devant le progressisme des communistes, mais tout l'inverse, à l'encontre d'ailleurs de toutes les analyses qu'avaient opérées sur ce sujet les intellectuels de droite. Implicitement, les Soviétiques reconnaissent la supériorité du système de valeurs de la *pop culture* américaine. Et ils n'admettent pas seulement sa supériorité matérielle et technique dans le domaine de l'efficacité de la propagande ; ils admettent aussi, par leur attitude, leur connivence idéologique avec la culture de masse occidentale. Comment, en effet, le système de propagande soviétique qui n'a que le «pacifisme», la «fraternité», l'«antiracisme» à la bouche, pourrait-il ne pas approuver les finalités idéologiques de concerts comme ceux de *Live aid* ? Et comment, déjà, sous la guerre du Vietnam, ne pas approuver les chansons de Bob Dylan qui prônaient le pacifisme et le désengagement ? L'idéologie soviétique est démunie, «coincée» face au discours de la culture de masse américano-occidentale, face à son cosmopolitisme humanitaire.

Le seul contre-argument idéologique consisterait à dire que cette culture de masse est une forme de l'«aliénation capitaliste». Mais le Parti communiste français lui-même n'étant plus apte à trouver dans ses rangs un intellectuel capable de porter ce genre de critique — pourtant évidente —, tant la prégnance du modèle américain est puissante sur les esprits de tous, on voit mal comment les idéo-bureaucrates du PCUS, qui sont certainement les plus mauvais experts en agit-prop idéologique du monde, pourraient développer une telle critique...

C'est le communisme qui prépare au capitalisme, et non l'inverse

Cet échec s'explique par deux contradictions inhérentes au modèle culturel mis au point sous Lénine. Première contradiction : ce modèle véhicule à la fois des valeurs «communistes» de type humanitaire, pacifiste, internationaliste, multiracial, «anti-impérialiste», etc., et des valeurs de type national-bolchevique, teintées de panslavisme et d'esprit révolutionnaire violent. Il y a incompatibilité entre les deux systèmes de sensibilité et donc incohérence et paralysie de l'ensemble. Deuxième contradiction : la culture officielle des pays communistes se veut «nouvelle», «révolutionnaire», «alternative» et présente la culture occidentale comme bourgeoise et dépassée par le «Progrès» ; et pourtant cette culture officielle, en disconformité complète avec cette image, se crispe sur le folklore, l'esthétique de musée, décourage l'innovation. Elle a commis l'immense erreur d'accréditer l'idée et le sentiment que la culture communiste «c'est le passé», l'académisme, le classicisme figé, et que la culture occidental-américaine, «c'est le présent et l'avenir».

La censure autoritaire qui, avec une confondante maladresse, a frappé les artistes et les produits les plus nuls et les plus déléteres de l'Occident dans les domaines de la peinture «moderne» ou de la *pop music* par exemple, a conféré à ces produits un prestige qu'ils ne méritaient pas. Le tour de force des «progressistes» de la culture communiste aura été d'accréditer la modernité de la culture adverse.

Autant dire que, dans les domaines essentiels de l'idéologie sociale et des valeurs culturelles, le communisme non seulement n'est pas parvenu à endiguer l'occidentalisme américain, mais s'est imposé comme son vecteur. Tout à l'inverse de ce qu'ont pu écrire des plumes hâtives, dans ce domaine précis c'est le communisme qui prépare à la mentalité occidentale, et non l'inverse. Rien d'étonnant d'ailleurs : tout comme en Occident, le régime marxiste a détruit les sociétés traditionnelles et les enracinements. Il a préparé l'émergence de l'«homme mondial», habité par le matérialisme économique.



La chanteuse Alla Pugatcheva lors du concert de solidarité.
Sur le modèle occidental.

Aussi, bien qu'elles croient «contrôler» le phénomène parce qu'elles en maîtrisent les aspects idéologiques et évitent les bavures, on peut se demander si les autorités soviétiques ont bien compris le fait suivant : qu'un «message» culturel et idéologique ne passe pas seulement par le discours, par le contenu sémantique et objectif, mais aussi et surtout par le style et la forme.

Certes, ce n'est pas demain qu'on assistera en URSS à des hits-parades, à l'ouverture de *fast-foods* ou autres *Disneyslands*. Mais le processus est engagé et l'on saisit mal qui pourra l'arrêter et comment.

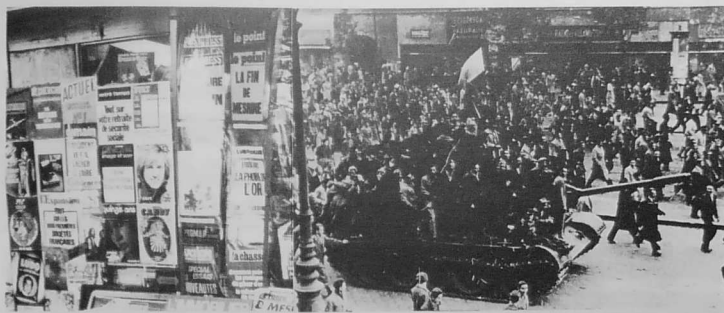
Répression à l'Est, manipulation à l'Ouest

On objectera à ces tentatives «hâtives» de rapprocher les deux systèmes, que tout sépare la vie quotidienne et les institutions de l'Occident et des régimes communistes soviétiques. L'organisation des pouvoirs publics hiérarchisés, les contrôles directs sur la vie des citoyens, l'assistantat généralisé bien mis en lumière par Zinoviev, la société «à deux vitesses» (l'officielle et la parallèle), l'idéocratie et la langue de bois longuement analysées par Raymond Aron, etc., tout cela ne constitue-t-il pas un cadre de vie publique qui place la société soviétique à cent lieues de l'Occident ?

L'absence d'«opinion publique», l'inexistence d'une autonomie des médias comme «quatrième pouvoir», l'ignorance de la «société de consommation» n'éloignent-elles pas définitivement la société soviétique du modèle occidental ?

Certes, mais cet «éloignement» peut être tempéré par trois séries de facteurs. Tout d'abord, ces traits de l'univers soviétique sont pour certains destinés à disparaître, comme le montre par exemple le lent mais continu recul du crédit du discours autorisé des idéocrates face aux valeurs fascinantes venues d'Occident. En second lieu, des éléments comme l'absence d'opinion publique et de communication médiatique constitue-t-elle réellement une différence avec l'Occident ? En Occident, l'«opinion publique» et la «communication» s'apparentent au simulacre de participation du peuple aux pouvoirs. En Union soviétique, la censure et la propagande directe remplissent la même fonction que la manipulation de l'opinion par les groupes multi-médias en Occident. En troisième lieu, les caractéristiques générales d'autoritarisme direct et de surveillance policière de la société civile propre au monde soviétique ne constituent pas une différence de nature avec les manipulations douces observées dans les pays de l'Ouest. Dans les deux cas, les résultats sont les mêmes et ont été bien analysés par Soljenitsyne et Zinoviev : partant de systèmes sociaux différents et de types de pouvoirs et d'institutions divergents, le modèle américain et le modèle soviétique construisent deux types d'homme et de mentalité très proches. Ces types sont caractérisés par : le désengagement civique, l'irresponsabilité sociale, l'ennui au quotidien, la sensibilité aux manipulations, le conformisme, le renfermement sur les micro-problèmes de chaque jour, l'extinction de la vie communautaire et le narcissisme égoïste.

Là où, en Union soviétique par exemple, on décourage la vie communautaire en la plaçant sous l'égide officielle et obligatoire du PC, dans l'Occident américanisé, ce sont les sollicitations des médias domestiques et les structures économiques qui aboutissent au même résultat : l'éclatement de la société en individus déresponsabilisés. La société «stiquée» et la société «communicationnelle» ne sont pas sans grande ressemblance, même si l'une utilise l'autre comme repoussoir pour se légitimer.



Le monde soviétique est un Occident sans humour

A l'aliénation occidentale répond la répression soviétique. A la multiplicité médiatique de l'Occident où rien n'a de sens parce que tout peut se dire (et où donc rien au fond ne peut se dire), répond l'unicité froide du monde soviétique où rien ne doit se dire. Tocqueville avait entrevu ce parallélisme dans la préface de son ouvrage sur *La Révolution française*.

L'Occident est un monothéisme mental caché sous la façade du pluralisme politique, tandis que le monde soviétique se donne comme un monothéisme de surface de «premier degré», mais qui recèle peut-être, sous la croûte, du fait même des «dissidences» ou des opinions camouflées à l'intérieur des discours officiels, un pluralisme de fond.

Le monde soviétique apparaît à certains égards comme un «Occident sans raffinement». Dans l'ordre de l'égalitarisme et de l'individualisme, l'Occident marchand apparaît en réalité plus révolutionnaire que le monde soviétique. Plus on est marxiste, moins on est «progressiste» dans la logique actuelle du monde, et plus — paradoxalement — le discours sur ce «progressisme» devient emphatique. Le pays le plus «marxiste» du monde, le plus progressiste en discours, l'Albanie, est certainement le pays le plus conservateur d'Europe et le moins «évolué» dans l'échelle révolutionnaire qui nous concerne ici.

Les ex-gauchistes ont fini par le comprendre, trente ans après les théoriciens de l'Ecole de Francfort. C'est pourquoi, après Mai 68, progressivement, mais sans changer le moins du monde de valeurs, ils se sont reconvertis à la *californite* et au libéralisme libertaire, sentant ce modèle idéologique plus adapté à leurs valeurs profondes que le soviétisme ou le maoïsme.

Le monde soviétique est un Occident sans humour. C'est pourquoi il s'aligne sur l'Occident. D'ailleurs l'URSS, dans son obsession de la concurrence internationale, n'a-t-elle pas depuis Staline et surtout Kroutchev toujours cherché à «rattraper» l'Amérique, c'est-à-dire à l'imiter ? Il faut parler du complexe d'infériorité qui anime, face au modèle américain, les dirigeants soviétiques. Lorsque les plus illustres des dissidents russes vont trouver refuge aux Etats-Unis, ce n'est sans doute pas par hasard. Ils franchissent le pas que beaucoup de leurs compatriotes dirigeants aimeraient franchir. En «trahissant» leur pays, ils ne changent pas, au fond, de système de valeurs. Décus par les promesses du communisme, ils trouvent dans la société américaine la réalisation de l'idéal socialiste et révolutionnaire auquel ils ne cessent de croire et d'espérer. Pour eux, l'URSS est un communisme raté et les Etats-Unis un communisme en train de réussir. C'est aux Etats-Unis que l'idéal égalitaire, théoriquement formulé par le communisme russe, trouve sa réalisation pratique. Les Etats-Unis constituent la praxis de la théorie formulée par l'Union soviétique. Un Léonid Pliouch, par exemple, a parfaitement saisi que les marxistes, s'ils ont bien formulé la théorie et la philosophie d'une société égalitaire et cosmopolite («internationaliste») n'ont pas su en trouver l'instrument de réalisation. Ils ont cru le trouver dans le socialisme planificateur. Malheureusement, c'était dans le libéralisme à l'américaine que résidait cet instrument.

Le cosmopolitisme soviétique, baptisé comme on sait « internationalisme », repose sur la doctrine des « républiques autonomes ». Les peuples sont fondus et neutralisés par une subtile « départementalisation » de leur identité qui sonne le glas de leur existence et de leur destin historique au profit d'une folklorisation. Ceci correspond absolument à ce que l'on observe aux Etats-Unis : contrairement à une interprétation trop hâtive de la société américaine, celle-ci ne se fonde pas tant sur le *melting-pot* que sur l'enfermement et la sectorisation des « peuples » en ghettos (les *ethnics*). Ainsi, les « nations » de l'ensemble continental soviétique répondent aux « ethnies » de l'Amérique. Les deux cosmopolitismes utilisent à la fois le modèle de la fusion et du mélange des peuples (New-York et Moscou, l'*homo sovieticus* et l'« Américain moyen » — *the average American* —, la culture communiste et la culture usaque de masse, etc.) et le modèle de la kaléidoscopie des minorités et des ethnies (les Noirs et les Musulmans soviétiques, etc.). Même similitude en ce qui concerne la caste dominant cet ensemble : d'un côté les Wasps, de l'autre les Russes. Mais le modèle américain utilise des institutions plus souples, plus habiles, plus *cools* que la société soviétique. Là où un Parti communiste rigide et autoritaire est nécessaire, il suffit aux Etats-Unis de *networks* médiatiques. CBS constitue le Parti communiste des Américains. L'obsession de la *force militaire*, caractéristique de l'idéologie soviétique se retrouve, sous des dehors différents, aux Etats-Unis où le *militarisme* constitue une constante de l'idéologie sociale. Le mythe *Rambo*, comme celui du *cow-boy* justicier appuyé par la « cavalerie » répond au glorieux « ombatant-de-différence » réside en ce que, dans le premier cas, des perturbations, des interférences, des impuretés sont venues se nationalisme authentique, parce qu'il n'y a pas eu, comme aux Etats-Unis, le déracinement territorial, le fait de l'émigration. Les Américains sont tous des émigrés. Ils ont vécu une rupture spatiale avec leur pays d'origine. Les Soviétiques n'ont éprouvé qu'une rupture temporelle avec leur passé, du fait de la Révolution d'Octobre. Aux Etats-Unis (qui ont, eux aussi, oublié trop souvent, comme une révolution), la rupture avec l'origine et l'attache européenne est totale. En Union Soviétique, la césure avec l'Europe reste imparfaite et les Soviétiques sont aussi, peu ou prou, « quelquepart », des Européens...

Mais la société soviétique se donne à penser comme faux mystère, fausse opacité, surtout chez nos intellectuels avides de soviétologie abconce. « On ne sait rien de la réalité soviétique ». Voir. Nous nous trouvons ici en face de la même fascination injustifiée qui fait, par exemple, considérer à Baudrillard (2) les Etats-Unis comme une « autre planète » à la modernité exaltante et « hyperréelle ». Autant de lieux communs. Comme la société américaine, la société soviétique est prosaïque, banale, petite-bourgeoise ; beaucoup moins dense, mystérieuse, contradictoire que la/les société(s) européenne(s). D'ailleurs cette opacité journalistique dont est affectée la société soviétique est soigneusement entretenue comme mythe par les milieux américains, inventeurs de la « soviétologie ». Ne serait-ce pas là un moyen d'éviter que l'on se penche de trop près sur les ressemblances qui affectent les deux systèmes ? On découvrirait alors, chez les uns et les autres, la même vie sociale aliénée, étraquée, provinciale. A l'est un provincialisme policier, à l'ouest un provincialisme publicisé. La société soviétique constitue bien moins un univers « à part » que les sociétés traditionnelles qui subsistent dans le Tiers monde et qui, elles, nous sont réellement opaques et incompréhensibles.

La destruction des identités et des cultures originales, le culte primaire de la « modernité » sont aussi présents dans le monde soviétique qu'en Amérique. Fidèles au marxisme, les dirigeants soviétiques croient au Progrès. Les cultures locales peuvent subsister comme folklores culturels mais pas plus. L'enseignement du marxisme-léninisme, la doctrine de la Grande patrie soviétique, l'enseignement du russe comme langue véhiculaire, la diffusion d'un mode de vie industriel et productiviste consacrent un classique processus d'occidentalisation, présenté comme émancipation.

La subsistance d'identités nationales tient plus au retard technique que le collectivisme a fait subir à l'installation d'une société de consommation efficace, qu'à la doctrine communiste elle-même. De même, sur le fond, le marxisme soviétique est aussi favorable à la multiracialité que le libéralisme américain. Les linéaments nationalistes et ethnistes qui se manifestent en URSS ont pour cause la tradition russe et les vieux réflexes identitaires des peuples de l'Union, mais non pas le communisme.

Aussi, est-ce vers les Russes et les peuples d'Europe centrale que les Européens doivent se tourner plus que vers ce « communisme » qui s'annonce comme une forme variée de l'américanisme. A ces peuples, il faudrait, dans la mesure du possible, tenir deux sortes de langage.

D'une part leur faire comprendre que le communisme est un fait globalement positif pour les Etats-Unis, dans la mesure où il est contenu dans les proportions géographiques actuelles issues de Yalta et reconfirmées à Helsinki en 1975. En affaiblissant l'Europe, en l'empêchant de s'unir, mais aussi en amoindrissant et en anéantissant la Russie et l'Europe centrale, le communisme sert les intérêts américains en interdisant l'émergence d'une grande puissance composée de peuples libres face à l'Amérique. Ainsi, la fonction du communisme n'est pas seulement d'étouffer les libertés des peuples de l'est et du centre-Europe ou de la Russie, mais aussi de garantir la durabilité de la domination américaine sur une partie de l'Europe et du monde. D'une certaine manière, le Parti communiste de l'Union soviétique est un peu agent, tout au moins objectif, des Etats-Unis et de leur modèle. Quelques millions de communistes, dont beaucoup ne sont pas sincères, tiennent en otage des centaines de millions d'Européens et ce n'est pas l'Amérique qui s'en plaindra. Deuxième discours central à tenir aux élites lucides d'au-delà du rideau de fer : l'alternative au communisme ne se trouvera pas pour elles dans l'occidentalisme libéral et dans l'américanisme, comme pour nous l'alternative à ces derniers n'est pas à chercher du côté du Kremlin et de l'Armée Rouge. L'avenir de l'Europe, ouest, centre et est, passe, dans la perspective de l'« éclatement de Yalta », par la construction, l'invention d'un modèle social et politique « tiers ».

(1) Jean Cau, *La Grande prostituée*, Copernic.

(2) Jean Baudrillard, *Amérique*, Grasset.

Guillaume FAYE

QUELLE ECONOMIE EUROPEENNE

A Pierre, Théodine TILLENON, mon père à la noble fonction européenne de chaudronnier forgeron.



« Il y a quelque chose d'hyperlyrique dans le travail nocturne d'une grande usine »

On a trop souvent négligé, dans notre courant d'idées, pour avoir voulu défendre une conception de l'histoire posant le politique comme moteur, le rôle stratégique de l'économie qui est de première importance. Par réaction, sans doute, contre les deux discours prédominant actuellement — le libéral et le marxiste — qui, procédant tous deux d'une vision du monde biblique, se fondent sur une définition économique d'un homme-objet, inclus dans le matérialisme historique ou la loi du marché international. Cependant, malgré la saturation légitime que nous inspirent tous les discours tournant actuellement autour de ce thème, nous ne devons pas nous dresser contre l'économie, mais seulement contre l'économisme. Au contraire du discours moraliste chrétien, lorsque nous opposons le « sang » à l'« or », ce n'est nullement par haine de la richesse en tant que telle, mais pour vouloir privilégier une conception volontariste à la conception hédoniste de la richesse.

L'économie comme fonction, et non comme valeur

Nous ne sommes pas contre l'abondance, mais ennemis de la morale petite-bourgeoise du confort et de la surconsommation, héritée du biblisme et du mythe de la Terre Promise mué en idéologie du bien-être, en «dictature» du bien-être. Nous devons, nous, Européens, reconsidérer l'économie d'un point de vue philosophique, affirmer que sa finalité est de se mettre au service — non pas du bien-être individuel — mais de la communauté et de sa puissance. Si donc nous sommes convaincus de l'importance de la fonction économique, nous n'en faisons pas la valeur devant déterminer la conduite d'un peuple, d'un Etat, d'une nation ou d'une société ; et voilà qui sépare immédiatement notre vision du monde de celle des sociaux-libéraux.

Ci-contre, «les funérailles du Capital» : manifestation déguisée le 7 avril 1927 à Moscou. L'idéologie marxiste, héritière de la métaphysique chrétienne, a déguisé un nouveau diable : le bourgeois. Mais, bien que s'opposant à juste titre aux pratiques libérales monétaristes, le matérialisme économique poursuit la même finalité que l'idéologie occidentale : le bien-être et le petit bonheur individuel conçu comme bien-être économique.



De l'extrême-gauche à l'extrême-droite, de Marx à Adam Smith, l'économie est à la base de l'idéologie. Quelle est la teneur du discours libéral ordinaire : commencer par réorganiser le marché des structures de production, par organiser un monde dans lequel il y aura, comme le dit John Locke, des libertés pour les producteurs, et les autres problèmes se résolveront d'eux-mêmes. Parallèlement, le discours marxiste, inspiré du chapitre II du «*Kapital*», impute la plupart des maux dont souffre la société capitaliste à une mauvaise répartition de ce que Marx appelle les rapports de production, entraînant une mauvaise distribution de la propriété, l'aliénation, etc. Si le discours marxiste n'est pas entièrement inintéressant, il procède cependant du même réductionnisme que le discours libéral, orientant toute sa vision du monde, explication génésique et finalité, sur l'économie. Dans le Livre II du *Kapital*, Marx en appelle à une société où l'autorité se réduirait à la comptabilité et qu'il nomme la société des «producteurs associés», société communiste — le paradigme final de la société capitaliste étant en quelque sorte la société des «consommateurs associés».

Fondamentalement cependant, l'objectif final des idéologies occidentales est la justice économique, l'organisation du bien-être individuel, entendu comme bien-être économique, transposition homothétique de l'état de bonheur spirituel individuel régnant dans la «*Jérusalem Céleste*», aboutissement de la métaphysique chrétienne. Il n'est donc pas étonnant que l'idéologie chrétienne ait débouché naturellement sur le matérialisme économique, comme le montre parfaitement Louis Rougier dans *La mystique démocratique* ; cette logique de l'économie fonde ce qu'il appelle les civilisations quantitatives.



Ci-dessus : un ouvrier sur le Dniepropetrovsk ;
Ci-contre : un tableau de la Bourse de Paris.
Au maquillage monétariste des sociétés occidentales,
il faut opposer l'organisation du travail du peuple, à la
mobilisation des capitaux, la mobilisation de l'énergie,
tout en évitant de tomber dans le piège de la bureaucratie
inefficace et paralysante du monde soviétique.

L'économie comme stratégie, et non comme théorie

Pour nous, tout au contraire, l'économie ne saurait être ni un point de départ, ni un but, mais une partie des fonctions sociales dont la finalité est de mettre une puissance entre les mains du politique et de l'historique. Puissance dont l'économie est le moyen matériel. Le refus des «matérialismes» ne doit pas pour autant nous rejeter dans un quelconque mépris de la matière mais seulement dans la volonté que les forces matérielles ne soient plus exclusivement des forces de petites jouissances aliénantes, mais des vecteurs de puissance et de désir de grandeur dans le plaisir de construire et de créer. C'est pourquoi nous faisons de l'économie politique et non pas simplement de l'économie et que, pour nous, celle-ci doit être une stratégie en lieu d'une théorie. Ce qui implique que nous puissions opter, au gré des circonstances, pour une économie de marché, pour une économie collectiviste et planifiée ou quelque autre formule que nous dictera l'intérêt de notre peuple.

Cette absence de dogme, cette très grande liberté provenant du fait que nos présupposés de valeurs ne portent pas fondamentalement sur l'organisation économique de la vie, nous occasionnera sans doute de plus grandes possibilités de réussite en cette matière. Les techniques économiques d'Ernst Wagnmann, dont Raymond Barre vante les mérites dans son *Manuel d'économie*, procédant de cet état d'esprit ont été appliquées par trois fois avec succès : sous le Troisième Reich, dans le Japon d'après-guerre et aujourd'hui par les USA qui, paradoxalement, utilisent de fait ces techniques dans la pratique, tout en conservant dans le discours une philosophie économique néo-libérale dont les préceptes restent inemployés.

L'économie comme organisation du travail du peuple

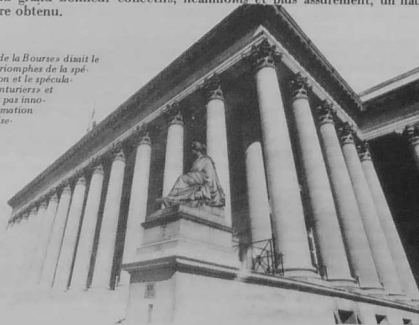
Par conséquent, le but de l'économie est pour nous simplement la production en tant que «travail organisé» et n'a pas vocation à être une fonction «politique». Ce qui implique qu'à l'inverse des libéraux, nous n'entendons pas la faire reposer en dernière analyse sur des rapports mécaniques, abstraits, de manipulations monétaires et qu'elle n'a pas non plus, comme dans la philosophie marxiste, à prendre en charge la justice sociale. L'économie, c'est l'organisation optimale du travail du peuple. Le danger de la théorie libérale est d'aboutir à la réduction de l'économie à une «cuisine» monétaire, coupée des forces productives réelles, du peuple lui-même et de ses capacités d'agir. L'inconvénient de la vision marxiste est d'entraver les forces productrices en assignant à l'économie un rôle qu'elle n'a pas à assumer et en chargeant les entreprises de fonctions de redistribution sociale, d'aide fiscale envers l'Etat, etc., qui nuisent gravement à leur efficacité.

La santé et la puissance de l'économie reposent plus sûrement sur les capacités de travail, l'inventivité, la matière grise et la volonté d'un peuple. Cette évidence nous rend fondamentalement anti-monetaristes. Concrètement, la question de l'investissement dans un projet ne pose pas de problèmes d'ordre monétaire, mais *sociétaire* : il s'agit d'en appeler à la *mobilisation concrète des capacités de travail et de production*, plutôt qu'à la mobilisation des capitaux qui fonde le système libéral. Ernst Wagnan, dans son célèbre opuscule de 1942 : *D'où vient tout cet argent ?*, répond clairement à cette question des libéraux anglais en résumant comment la création d'un Bon d'Epargne, le «Heidemark», encaissable une fois la richesse créée, avait permis la mobilisation des énergies et l'entreprise de grands projets nationaux. Ce qui n'était en fait possible que parce que les travailleurs allemands furent alors motivés par autre chose que la compensation monétaire immédiate de leurs efforts.

Ce qui nous amène à dire que l'économie, dans une optique claire et saine, c'est du capital-travail matérialisé. Et nous sommes évidemment *capitalistes* et *anti-monetaristes*. Le paradoxe du libéralisme est qu'il n'est pas, en réalité, *capitaliste*, mais *mercantile*, fondé sur la transaction et la spéculation. Nous sommes en fait les seuls véritables capitalistes dans le sens où notre conception de l'économie s'établit sur le rassemblement et la mise en œuvre des capacités du peuple.

Pour résumer, nous pourrions dire que l'économie, qui correspond à la troisième fonction, reste pour nous nécessairement subordonnée au politique et au militaire et que c'est paradoxalement cette subordination qui fait son efficacité. Si notre but n'est pas de procurer au peuple le petit bonheur individuel immédiat — miroir aux alouettes de nos sociétés contemporaines, où tout repose sur le narcissisme de masse et l'aliénation —, nous pouvons aussi et certainement plus sûrement, le lui offrir. Dans un système social fondé sur d'autres valeurs que le bien-être individuel, où l'on ne suivrait pas jour après jour la progression de la courbe du niveau de vie — dont la moindre baisse de 0,01% devient source de désordres sociaux et de fuite des capitaux —, dans une communauté axée sur la recherche de la puissance et du grand bonheur collectifs, néanmoins et plus assurément, un haut niveau de vie individuel peut être obtenu.

«La politique ne se fait pas à la corbeille de la Bourse» disait le Général De Gaulle ; mais aujourd'hui les triomphes de la spéculation font les gros titres de l'information et le spéculateur devient le modèle des nouveaux aventuriers et du héros moderne. Cette célébration n'est pas innocente : elle signifie que la société de consommation a évincé la contestation par l'embourgeoisement, la popularisation de la spéculation boursière a pour but d'impliquer tous les petits égarés dans la défense de la société libérale et de prévenir ainsi toute contestation de l'économie de marché mondialisée.



De la nécessité d'une économie indépendante

Le drame de l'Europe actuelle est d'avoir renversé sa hiérarchie de valeurs. Quant à nous, nous préférons une Europe culturellement, anthropologiquement et biologiquement saine et homogène, à forte démographie, sous un régime économique lamentable plutôt qu'une situation à la hollandaise au régime libéral très efficace dans une culture effondrée. Aujourd'hui, le paramètre économique est le critère de valeur. Que sa culture s'écroule dans la sous-production américaine des jukebox et Mikael Jakson, que sa population se ruine dans un cosmopolitisme aliénant, que son indépendance s'effrite au profit des multinationales, pour peu qu'elle ait quelque vitalité économique, une région sera dite en bonne santé. Voilà ce que nous refusons.

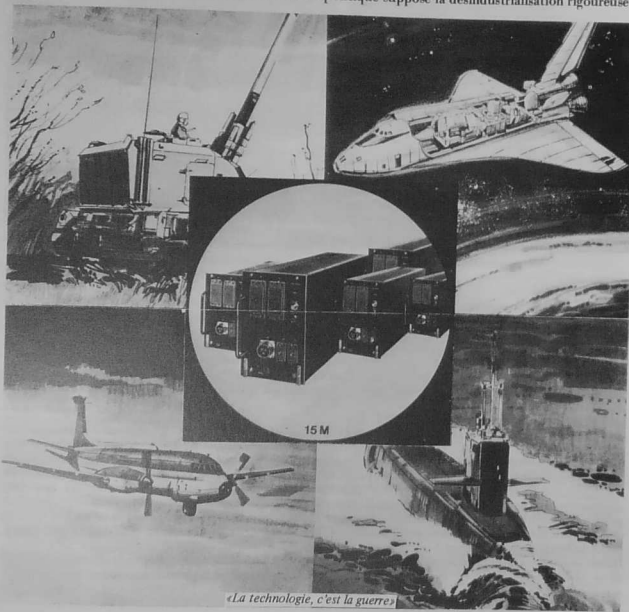
Toutefois, tout en renversant ce système de valeurs et en accordant la primauté à la fonction politique, nous ne devons pas négliger l'importance du facteur économique, et ce d'autant moins que celui-ci s'est peu à peu interpenétré avec le plan militaire. Le statut de la guerre elle-même ayant été profondément bouleversé aux lendemains de la Seconde guerre mondiale avec la naissance du condominium américano-soviétique et l'apparition de la menace nucléaire (impliquant que l'on n'utilise qu'une faible part du potentiel militaire dans des guerres exclusivement locales, manipulées par les super-puissances), la lutte entre les peuples — cette réalité fondamentale et créatrice, moteur de l'évolution et de l'enrichissement global de l'humanité —, cette deuxième fonction se mêle peu à peu à la fonction économique.

D'une part parce que la stratégie militaire, étant aujourd'hui étroitement dépendante du matériel et de la technologie, se trouve nécessairement liée à une organisation techno-économique qui garantisse son indépendance.

D'autre part parce que la fonction économique elle-même, dans le système de concurrence et de compétition internationale que nous connaissons, a acquis toutes les caractéristiques de la guerre et conditionne notre liberté politique. Nous devons donc comprendre combien il est nécessaire et impératif pour une communauté d'être maître de son économie, laquelle lui donne les moyens matériels de son indépendance militaire et politique et combien, à ce propos, on peut s'alarmer des braderies systématiques qu'organise le système libéral-socialiste au profit des multinationales étrangères, et plus précisément américaines.

La guerre économique contemporaine

Nous vivons aujourd'hui une guerre économique. Nous nous opposons fermement au mythe de la « Crise » économique, claironné par tous les médias : la récession économique que nous devons aux chocs pétroliers est désormais dépassée et nous sommes entrés à l'échelle mondiale dans une période de croissance et d'ascension économique. L'invocation de la crise sert en fait : au plan intérieur, d'une part, à imposer aux salariés des reculs qu'ils n'accepteraient jamais en période de croissance ; au plan international, d'autre part, à soumettre les pays européens aux exigences américaines et à les intégrer totalement dans le redéploiement mondial voulu et planifié par le système de la Division Internationale du Travail — système qui organise la spécialisation de certains pays dans quelques productions choisies par lui pour optimiser ses résultats. Cette politique suppose la désindustrialisation rigoureuse.



« La technologie, c'est la guerre »



Logique de l'insertion de l'Europe dans l'internationalisme économique : la réapparition de la pauvreté de masse.

Ci-contre : « Le chômeur » de Marcel Gromaire



ment planifiée des pays développés — et notamment de l'Europe — dans les secteurs octroyés au Tiers monde pour réaliser son exploitation. Depuis 1975, donc, la part de l'Europe dans la production industrielle s'effondre, entraînant l'abandon de secteurs industriels importants (notamment les mines, la sidérurgie, le textile, la construction navale, l'automobile, la construction mécanique, etc.) et donc de technologies et conséquemment la perte de marchés extérieurs et intérieurs.

Cette politique a pour conséquence immédiate le chômage : la perte de secteurs industriels entiers constitue, bien davantage que les mutations technologiques, la raison du chômage dans les pays développés. La modernisation et la robotisation, par la création de nouvelles activités, à la fois supprime et engendre des emplois, n'entraînant qu'un chômage cyclique d'adaptation et les taux de chômage grandissants des pays européens depuis 1975 relèvent de façon certaine de ce que l'on peut appeler le « chômage mondialiste ».

Deuxième conséquence de ce système : l'Europe fabrique trop cher et perd une guerre économique. L'explication de ces hauts coûts de production peut se chercher dans des causes sociologiques, et particulièrement dans le « social-étatisme » qui paralyse nos sociétés décadentes, administrativement surchargées et surfinancées, dont le dynamisme créateur se manifeste de moins en moins et presque exclusivement dans les secteurs de service. Mais, surtout, l'Europe produit trop cher pour une deuxième cause qui est monétaire.

Le dollar : instrument de la dictature économique américaine

Par la seule volonté politique des Etats-Unis, depuis une vingtaine d'années, à partir de Bretton Woods et du système monétaire international monté après 1971 pour établir l'empire du dollar, les monnaies européennes sont constamment dévalorisées afin de conférer aux Etats-Unis la suprématie économique par le biais de leur monnaie.

La toute-puissance du dollar comme unité de compte et d'échanges économiques mondiale entraîne que les Etats-Unis soit le seul pays au monde pouvant se permettre de scandaleux déficits budgétaires en émettant davantage de monnaie qu'ils n'en produisent ; la règle générale pour les autres pays étant que la monnaie soit la contrepartie de la valeur ajoutée, en terme du marché, de leur production.

Dans cette conjoncture, les Etats-Unis — dont nos libéraux s'accordent à vanter le pseudo-dynamisme créateur, etc. — peuvent se permettre un endettement ahurissant, représentant plusieurs fois celui du Tiers monde, sans que personne ne songe à exiger d'eux la rigueur financière à laquelle ils prétendent contraindre l'Europe et les pays en voie de développement qui contribuent dans la plus large mesure à financer le déficit incroyable des USA, dépassant cette année les 2000 milliards de dollars.



Le dollar : monnaie de singe mondiale soutenue par les Européens.
Les Etats-Unis sont le pays le plus endetté du monde. Ils ont désorganisé le système monétaire international pour éviter de tomber en banqueroute.
Crise monétaire internationale et sous-développement du Tiers-monde : les deux pouvoirs des USA.

Les pays surendettés du Tiers monde sont ainsi imbriqués dans un processus infernal qui impose que leurs excédents, difficilement acquis au prix de sacrifices considérables, ne servent pas à leur redressement mais au remboursement de leur dette ainsi qu'au financement par le crédit de l'activité industrielle des Etats-Unis alors que, dans le même temps, ceux-ci continuent de leur avancer de nouveaux fonds qui consolident leur dépendance bancaire. On peut donc dire que les pays du Tiers monde empruntent leur propre argent : situation difficilement admissible et qui ne repose en fait que sur la «protection» militaire du «Grand frère».

Dans le cas des pays européens, le cercle est encore plus vicieux. Le système de la division internationale du travail et la dictature du dollar les ont plongés dans le cycle sans issue de l'interdépendance, aboutissant à ce paradoxe : les investissements américains en Europe renforcent la puissance hégémonique des Etats-Unis en leur permettant une prise de contrôle des intérêts nationaux par les multinationales de la finance et de l'industrie dans des secteurs d'avenir ; mais, a contrario, les investissements européens aux Etats-Unis, loin de nous apporter un quelconque avantage, renforcent encore la capacité d'attraction et d'hégémonie des USA et contribuent à aggraver la dépendance des pays d'Europe qui doivent aligner leurs positions sur les exigences politiques, économiques et financières des Etats-Unis.

En résumé : les capitaux européens qui s'investissent aux Etats-Unis ont un rôle complémentaire de celui des investissements américains en Europe, qui est d'accroître davantage la dépendance de nos pays. Paradoxe supplémentaire : les investissements américains en Europe, qui nuisent si gravement à sa souveraineté, sont financés pour la plupart au moyen de concours bancaires européens, consentis à des conditions exceptionnelles par des gouvernements qui rivalisent de facilités pour séduire leur «alliés».

On s'aperçoit donc que la souveraineté économique des USA n'est en aucun cas liée, comme on voudrait nous le faire accroire, au dynamisme économique «exceptionnel» ou à l'organisation du système libéral américains, mais à bien réellement pour cause une volonté politique d'hégémonie, qui s'appuie sur la puissance militaire et ne rencontrera de véritable obstacle que lorsqu'enfin l'Europe sera unie et engagera la révolution financière qui s'impose pour reconquérir sa liberté et celle des peuples du Tiers monde.

Réserve du monde sur le plan monétaire, l'Europe l'est également sur le plan technologique par un phénomène très simple : la fuite des cerveaux vers l'URSS ou les USA pour leurs industries à forte incorporation technologique. Environ 15000 personnes, pour la plupart des ingénieurs hautement qualifiés, quittent ainsi l'Europe de l'Ouest chaque année, dont plus de la moitié part aux USA, France ou ce phénomène, assez récent, et dont la cause principale est fiscale, devient de plus en plus alarmant.

Things go better with Coca-Cola



L'Europe perd une guerre et elle en redemande

Le système du libre-échange qui, on l'a vu, ne présente aucun avantage pour les pays européens, mais au contraire est organisé pour leur exploitation, est paradoxalement pratiqué par eux seuls et, bien que les théoriciens en soient américains, les U.S.A. ne semblent considérer ce principe que valable pour leurs seuls «partenaires».

Les accords G.A.T.E. (General Agreement Tariffs and Trade) ont posé clairement l'objectif des U.S.A. : que la C.E.E. abaisse au maximum ses protections aux frontières sans contrepartie réciproque, et l'on estime la protection tarifaire et administrative de la C.E.E. à une moyenne de 30% moins forte que celle des U.S.A. et du Japon. Si les Etats-Unis peuvent ainsi faire un tri dans les capitaux qui veulent s'investir chez eux et protéger leur marché intérieur dans les secteurs qui le nécessitent, il n'en va pas de même pour les pays européens qui sont entièrement perméables aux menées des multinationales américaines, ainsi que le démontrent tragiquement les récentes et fructueuses offensives d'I.T.T. en direction des secteurs de télécommunication européens. Ces investissements sont naturellement principalement orientés vers les secteurs de pointe et d'avenir : informatique, électronique, industries de la communication, de la pharmacie, des cosmétiques, etc. En s'appropriant leurs concurrents, les grands groupes US confortent leur concentration et leur puissance en soumettant les stratégies d'activité de leurs filiales aux exigences des leurs.

Toutefois, l'iniquité flagrante de cette situation ne semble pas sauter aux yeux de nos brillants économistes et technocrates qui continuent de louer les vertus de ce système. Tandis qu'il apparaît de plus en plus évident aux yeux de quelques rares personnes de bon sens que la seule chance pour l'Europe et le Tiers monde réside dans la constitution de grandes zones économiques auto-centrées, le discours dominant en Europe, empreint de mondialisme et d'américanophilie, continue de vanter les mérites du libre-échange mondial et dénonce systématiquement comme nationaliste réactionnaire et passiste quiconque porte le soupçon ce système — véritable instrument de liquidation de la souveraineté des peuples au profit exclusif des États-Unis.

L'Amérique a pu développer une structure industrielle gigantesque dans des domaines de pointe parce que son marché intérieur restait peu perméable à la concurrence étrangère tandis que les marchés extérieurs — et notamment européens — se laissaient envahir par les firmes américaines. Si l'Europe veut maîtriser son avenir, elle doit, en ce domaine, imiter l'Amérique et adopter une démarche analogue, sans se soucier du discours des éternels «collabos», faute de quoi elle demeurerait une zone de pillage pour les multinationales US et cessera d'exister comme centre de décision mondiale.

Pour une Communauté industrielle européenne

La conséquence immédiate du «Système mondialiste» est de maintenir les entreprises européennes dans une dépendance économique croissante et une soumission totale aux exigences américaines, ruinant les possibilités de débouchés européens pour leurs produits. L'exemple de l'usine de Pau de Marcel Dassault est à ce propos significatif : la firme, par suite d'une surfiscalisation due au pouvoir socialiste en 1981, s'est trouvée en difficulté dans son plan de financement du mirage 4000, prototype exceptionnel, certainement le F14 de la deuxième génération, qui devenait d'un prix exagéré pour la seule armée française ; il a donc fallu chercher des acquéreurs pour en réduire le coût de revient et des accords furent conclus avec les armées française, belge, hollandaise, italienne et d'Allemagne de l'Ouest. Malheureusement, ce plan échoua par la suite de pressions américaines sur les gouvernements européens qui furent amenés à acheter des avions américains. Le résultat pratique en fut le suivant : l'abandon du projet au profit du mirage 2000 dont le marché ne tarda pas à s'effondrer aussi ; l'équipement en avions américains des armées européennes aggravant davantage la dépendance militaire de l'Europe par rapport aux États-Unis ; l'obtention d'un marché supplémentaire pour l'avion américain lui permettant de réduire son coût de revient, de se vendre davantage dans le monde et donc de constituer un regain pour l'industrie américaine ; la fuite aux U.S.A. des ingénieurs aéronautiques de haut niveau (20 ans d'études) démobilisés par la fermeture de l'usine de Pau.

Un tel scénario n'est possible qu'à cause de l'inexistence d'une communauté industrielle européenne qui enjoindrait de privilégier systématiquement les échanges entre partenaires européens au sein de la Communauté. Le manque de volontés politiques préoccupées des intérêts nationaux et la division de l'Europe occidentale ont plongé l'Europe dans une grave crise de désindustrialisation, vouée et entretenue par les Américains, décidés à coloniser par le capital ses marchés les plus porteurs et ses entreprises les plus dynamiques ; et ce notamment dans les secteurs de pointe, soit l'électronique, la génétique, l'industrie des plastiques, la biologie, les télécommunications, etc., où l'Europe possède un avantage certain. L'exemple de l'informatique est à ce propos édifiant : La France et l'Allemagne ne couvrent même plus à 50% leurs propres besoins et si des entreprises d'informatique continuent de fleurir en Europe, la plupart des composants électroniques, les programmes, les banques de données sont importés des États-Unis.

Or, il apparaît de plus en plus clairement que le principal chemin vers la puissance dans l'avenir passe par les secteurs de la communication. Les sociétés de demain seront avant tout des sociétés de communication et les pays qui en domineront les différentes activités — ordinateurs, satellites, centraux téléphoniques, amenés à s'intégrer au sein d'un même système technologique — obtiendront par ce biais un contrôle progressif de la planète, non seulement dans les domaines essentiels de la défense et de l'économie, mais aussi sur chacun d'entre nous par l'uniformisation socio-culturelle qu'institue la standardisation des médias.

L'Europe doit comprendre qu'il lui faut impérativement s'unir pour faire face à la volonté délibérée des États-Unis de dissoudre la puissance et la souveraineté de nos pays afin de réaliser le but final : l'homogénéisation de la planète, sous leur domination, autour de l'«American way of life».



Lorsque, dans la plus extrême confusion, les histrions font de la politique et les politiciens du cirque, aucune souveraineté n'existe plus. Les cow-boys et les pasteurs peuvent prendre alors en main notre destinée.

Une seule solution pour l'Europe : l'autarcie des grands espaces

Le marché européen vaut largement celui des États-Unis et la seule politique intelligente qu'ont à mener les pays européens, c'est de pratiquer le protectionnisme à l'échelon continental, comme l'ont toujours fait les États-Unis. Ce qu'un courant économiste, représenté en France par François Perroux, Gershbain en Allemagne («Stolbaum autarkies») et le Belge Guillemin, a pu appeler le développement économique auto-centré, et qui consiste en l'organisation du tableau des échanges industriels en conformité avec les besoins d'un espace économique donné, représente la seule chance pour l'Europe et les peuples du Tiers monde de sortir de l'impasse. Il s'agit d'organiser l'autarcie dans de vastes zones économiques, de manière à provoquer ce que l'on appelle l'effet multiplicateur interne et cela en éliminant artificiellement, par volonté politique — et non par la loi du marché international qui, on l'a vu, est organisée à notre détriment — la concurrence étrangère, tout en favorisant la libre concurrence à l'intérieur.

Les pays européens aujourd'hui pratiquent exactement la politique inverse, soit d'être capitalistes à l'extérieur et socialistes à l'intérieur. Au contraire de ce que dicte le simple bon sens, les firmes d'État européennes, fonctionnalisées et bureaucratiques plutôt que réellement nationalisées, sont grandes-ouvertes au libre-échange mondial et à la concurrence internationale malgré le handicap considérable que leur occasionne l'organisation de nos sociétés étatisées, surassistées et surfiscalisées. Tandis qu'il nous faudrait une économie privée et nationale, la nôtre est bureaucratique et internationale. Il faut être socialiste à l'extérieur, planifier et réglementer les échanges, interdire les exportations et les investissements qui aggravent notre dépendance, mais laisser la concurrence s'exprimer librement à l'intérieur et susciter le dynamisme et l'inventivité de nos peuples.

Un «Représentant de la renaissance albanaise»
vu par le sculpteur Piro Doliaku (1982)



Une économie forte
passe par l'indépendance politique et militaire

Le Japon et les U.S.A. doivent leurs succès à avoir pratiqué le dirigisme sans interventionisme. Les économistes actuels se partagent entre deux thèses : le socialo-interventionisme et le libéralisme-anti-interventioniste. Nous ne choisisons ni l'une ni l'autre ; il nous faut être dirigistes, l'Etat devant faire de la stratégie et non de la tactique économique par laquelle il ne gère que le court-terme. Nous subissons tous les inconvénients de l'étatisme sans en obtenir les avantages ; nous subissons l'omniprésence d'un Etat envahissant et très faible quand il nous le faudrait léger, fort et musclé. L'Etat doit se limiter à son rôle de première fonction et ne doit intervenir en matière économique que pour orienter cette troisième fonction vers l'objectif central où tout converge : la puissance de la communauté.

L'organisation économique du Japon peut à ce propos être très riche d'enseignements : l'Etat japonais a mis en place un organisme nommé «Mitsui», qui réunit dans un esprit quasi-féodal le ministre de l'industrie et les principaux chefs de groupes industriels japonais, dans le but d'établir les grandes lignes d'une stratégie économique conciliant les intérêts nationaux et les possibilités de profit de chaque groupe. Cette organisation, qui allie les avantages de l'économie de marché et ceux de l'économie dirigée, a permis au Japon de réaliser leur gigantesque bond en électronique et informatique durant les trois dernières décennies ; et ce par le propre processus que nous préconisons pour l'Europe : soit en fermant les frontières aux importations étrangères dans le domaine concerné, malgré la supériorité qualitative de départ du matériel étranger (en ce cas américain) et en favorisant la création par la libre concurrence interne. Si, dans un premier temps, la qualité et le coût de revient des produits sont moins intéressants, l'augmentation de la clientèle résultant de la suppression de la concurrence étrangère a pour effet de faire baisser les coûts de revient et de permettre ainsi la recherche au développement, motivée par la concurrence interne, et l'amélioration des produits.

L'Europe est une super-puissance qui s'ignore

L'effet autarcique a toujours été appliqué par les grandes puissances comme les U.S.A. ou le Japon. Or, l'Europe a davantage encore la possibilité de le mettre en œuvre, car elle représente un marché supérieur, non seulement par l'importance de sa population, mais aussi par sa panoplie industrielle infiniment plus complète et plus dense. L'Europe est déjà la première puissance industrielle mondiale si l'on additionne les produits nationaux bruts de chacun des pays de la C.E.E. : pour une population de 117 millions d'habitants, le seul couple France/Allemagne réalise un P.N.B. global de 1271 milliards de dollars, quand le Japon (que l'on nous invite toujours à admirer comme modèle d'efficacité) obtient, pour une population de 120 millions de personnes, un P.N.B. de 1 204 milliards de dollars. Le discours qui tend à entretenir le complexe d'infériorité des Européens en matière économique et à les représenter essouffés, vieillots et sans imagination, est véritablement un discours de «collabos» qui n'a d'autre but que de nous ôter le goût de la puissance et empêcher la réunification qui permettrait à nos pays de constituer la première puissance mondiale. Le manque d'organisation synthétique, le manque d'osmose des potentiels économiques européens sont les seuls responsables de notre faiblesse et cela uniquement parce que manque la volonté politique de les réaliser.

Dans la perspective de développement auto-centrée de l'Europe que nous préconisons, l'Etat pourrait se permettre d'avoir une politique délibérée de déficit budgétaire sans les conséquences dramatiques qu'elle impliquerait dans le système actuel au plan intérieur. Dans un système de libre échange mondial, le fonctionnement de la planche à billets, ayant pour effet de dévaluer la monnaie par rapport au dollar, ruine les entreprises nationales et induit l'inflation et le chômage. Mais ce même procédé est réellement créateur de richesses dès lors que l'on fonctionne dans un ensemble autarcique où l'argent injecté est générateur de pouvoir d'achat et stimule donc la production en proportion.

Le Japon, qui fonctionne avec un déficit budgétaire de 35%, est un pays en expansion car ce déficit est utilisé pour la production industrielle ; le déficit de 30% de la France actuelle sert, quant à lui, à payer les chômeurs... Ce qui nous amène à cette situation extravagante : les fonds extorqués aux entreprises pour pensionner le chômage entraînent la faillite des entreprises nationales et par suite un renouveau de chômage et le recours aux produits importés. En caricaturant : on fabrique des chômeurs qui vont acheter des produits étrangers avec de l'argent issu de l'inflation créée pour les entretenir - ce qui induit en conséquence la baisse du coût des produits importés et la mise en difficulté immédiate des produits nationaux, réentraînant le chômage, etc.

La seule solution pour sortir de ce genre de cercles vicieux, la seule possibilité d'avenir pour les pays européens est donc de comprendre enfin que leur intérêt est de s'unir, d'en finir avec la pseudo «Alliance» occidentale qui ne sert qu'à notre exploitation, et de déclarer franchement la guerre au mondialisme, à ses instigateurs et à ses valets. Alors seulement, l'Europe pourra être la grande puissance que prédisposent les qualités de ses peuples et accomplir son destin qui est de faire éclater les blocs et de prendre la tête du mouvement de libération des peuples du monde.

Yann-Ber TILLENON

